

LHERNOULD Jean-Philip

Institut de droit social et sanitaire
Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Poitiers
Hôtel Aubaret
15 rue Sainte Opportune
86022 Poitiers cedex
Téléphone professionnel : 05 49 36 62 66
Téléphone personnel : 06 80 77 16 55
[E-mail : jean-philippe.lhernould@univ-poitiers.fr](mailto:jean-philippe.lhernould@univ-poitiers.fr)

PUBLICATIONS

OUVRAGES :

Code annoté européen de la protection sociale, en collaboration avec Francis Kessler (université de Paris I Panthéon-Sorbonne), éd. Groupe Revue Fiduciaire, 3^{ème} éd. 2006 (1^{ère} éd. 2002, 2^{ème} éd. 2004)

Droit social et politiques sociales communautaires, en collaboration avec Francis Kessler (université de Paris I Panthéon-Sorbonne), éd. Liaisons sociales, janvier 2003

ARTICLES :

EUROPE SOCIALE (ETUDES TRANSVERSALES)

« Les nouvelles tendances du droit communautaire du droit du travail », in « L'année de droit social : 2007 » (dir. J. Barthélémy), 2008 p.17

« L'agenda social 2005-2010 », *Europe*, janvier 2006, chron. n°1 p.4

« L'Europe sociale après l'élargissement », *RJS* 11/04 chron. p.771

« Les avantages sociaux en droit communautaire », *Dr. soc.* 1997, p.388

DROIT DU TRAVAIL : ASPECTS NATIONAUX ET EUROPEENS

« Révision de la directive temps de travail : chronique d'un échec, quel échec ? », *RJS* 7/09 p.000

« Droit au congé annuel en cas de maladie : le droit français appelé à se réformer ? », *RJS* 4/09 p.263

« La nouvelle directive CE européen : une victoire... quelle victoire ? », *RJS* 2/09 p.101

« Le droit européen des restructurations en zig-zag ? A propos de deux arrêts de la Cour de cassation, Flodor et BNL », *Dr. soc.* 2008 p.1265

« Obligation de sécurité de résultat : des arrêts *amiante* à l'arrêt *Snecma*, brève chronique jurisprudentielle d'un univers en expansion », *JS Lamy* 1^{er} septembre 2008, n°239, p.6

« Illicéité d'une clause sociale dans un appel d'offre de marchés publics : le pot de terre contre le pot de fer ? », *RJS* 6/08, p.601

« Les droits sociaux des homosexuels », *Dr. soc.* 2008 p.712

« Le droit communautaire et la sécurisation des parcours professionnels », *Semaine Sociale Lamy*, 7 avril 2008, supplément n°1348, p.9

« Droit du travail et communautarismes », *RJS* 1/08, p.9

« L'emploi des seniors : le droit français au milieu du gué ? », in « Réformes 2008 – Quels enjeux pour l'entreprise ? », éd. Wolters Kluwer, supplément, décembre 2007

« La négociation collective communautaire : petit manuel de la diversité », *Dr. soc.* 2008 p.34

« Les heures d'équivalence, dans les établissements pour personnes inadaptées et handicapées, refaçonnées par l'Europe, *JS lamy*, 4 octobre 2007, n°219

« Il faut repenser le régime juridique de l'obligation de reclassement du salarié inapte », avec Emmanuelle Lafuma (université Paris XIII), *Revue de droit du Travail*, septembre 2007, p.496

« Le CNE à bout de souffle », *RJS* 8-9/07 p.695

« Le chantier des discriminations en raison de l'âge », *RJS* 7/07 p.595

« Could fear of the “Polish plumber” extend to Tunisian workers? A legal approach to movement of services between France and Mediterranean countries », in “Labor and migration in the Euromediterranean Region – Issues and perspectives ” (Th. Baudassé et A. Driouchi, coordinateurs), 2007, Go-Euromed Project, WP 3.

« Le régime des heures d'équivalence plie devant la CJCE, mais ne rompt pas », *RJS* 2/06 chron. p.89

« La loi du 2 août 2005 et le détachement transnational de travailleurs - Le plombier polonais est-il mort ? », *Dr. soc.* 2005 p.1191

« Actualité du droit de l'harmonisation sociale en matière de rapport d'emploi », avec Nicolas Moizard (université d'Orléans), actes du colloque de l'AFDT, 10 décembre 2004, *Dr. soc.* 2005 p.509

« Le temps de travail en quête de nouveaux repères », *RJS* 12/04 chron. p.871

« Interdictions d'emploi des étrangers : la préférence nationale confirmée », *Dr. soc.* 2003 p.1094

« Accord européen sur le télétravail », *Bulletin Social F. Lefebvre* 5/03, étude, p.259

« Transfert d'entreprise : état des relations entre le droit communautaire et le code du travail », *RJS* 10/02, chron. p.799

DROIT DE LA PROTECTION SOCIALE : ASPECTS NATIONAUX ET EUROPEENS :

« La libre circulation du patient en Europe », *Petites Affiches*, 16 juin 2008, n°120, p.5

« L'accès des Européens inactifs à la CMU après la circulaire du 23 novembre 2007 », *Dr. soc.* 2008, p.221

« La majoration d'assurance de l'article L351-4 du Code de la sécurité sociale : le père, un parent comme un autre ou confirmation d'une vision paternaliste de l'égalité ? », avec Denis Martin (Commission européenne), *Dr. soc.* 2007, p.319

« Les entreprises face à la coordination européenne des régimes nationaux de sécurité sociale : l'autre côté du miroir », *Dr. soc.* 2007, p.225

« Décristallisation des pensions des anciens combattants : victoire du droit ou du *show business* ? », *JCP éd. S.* 2006, n°43, Actualités, n°397

« Accès des prestataires médicaux établis dans l'Union européenne aux patients français : des difficultés d'adaptation du droit national à de nouvelles formes de concurrence », *RD sanit. soc.* 2006, p.819

« L'accès aux prestations sociales des inactifs depuis le règlement 883/2004 », *RD sanit. soc.* 2006, p.653

« Le principe de non-discrimination en matière de sécurité sociale à l'égard des frontaliers : un principe aux multiples facettes », *RJS* 7/06, p.551 et ERA-Forum (Académie de droit Européen de Trèves), 3/2006 p.381

« The Impact of Social Security International Labour Organization Conventions: France », in « Between Soft and Hard law - the Impact of International Social

Security Standards on National Social Security Law » (dir. F. Pennings, université d'Utrecht), éd. Kluwer Law, 2006

« Retraite et égalité entre les sexes : des difficultés d'application du droit européen par le juge national », *RJS* 5/05, p.331

« L'égalité entre les sexes dans les régimes privés de pension », *Dr. soc.* 2004 p.1000

« L'impact du droit communautaire sur l'accès aux droits », *Informations sociales* (CNAF), n°120/2004, p.126

« L'impact sur le droit de la protection sociale de la jurisprudence de la CJCE relative à la libre prestation des services », en collaboration avec Francis Kessler (Université de Paris I Panthéon-Sorbonne), *Dr. soc.* 2002 p.748

« La prise en charge des soins de santé programmés dans l'espace communautaire », *RJS* 10/01, chron. p.751

« Nouvelles dérives libérales de la CJCE en matière de retraite complémentaire », *Dr. soc.* 2000, p.1114

« Minima sociaux et résidence sur le territoire français », *Dr. soc.* 1999, p.366

« La place des entreprises d'assurance dans les régimes légaux d'assurance maladie », *RD sanit. soc.* 1998, p.223

COLLOQUES :

“*Discrimination, harcèlement et droit communautaire*”, ENM, 15 juin 2009

“*Social security and Internal market*”, Prague, 8 Mai 2009, European Commission

« *Employment relations in Europe – the impact of recession* », Eversheds, Bruxelles, 15 avril 2009

« *Social security and researchers* », EURAXESS (Commission européenne), Potsdam, 17 mars 2009

« *Coordination of Social Security Schemes in the EU – General Principles and Overview of the European Acquis* », 1^{er} décembre 2008, Académie de droit européen, Trèves

« *Mobilité des chercheurs dans l'UE et sécurité sociale* », Conférence de la Présidence française de l'UE, 20 novembre 2008, Rennes

« *Protection des données personnelles et sécurité sociale des migrants* », Conférence de la Présidence française de l'UE, 17 novembre 2008, Paris

« *Les tensions nées en droit du travail de l'application des règles du marché intérieur : points d'actualité* », in « *Le droit du travail à l'épreuve de la globalisation* », journée d'études, université Robert Schuman Strasbourg, 18 janvier 2008

« *Droit du travail et communautarismes* », Journées Jean Savatier, Faculté de droit et des sciences sociales de l'université de Poitiers, 26 et 27 octobre 2007

« *La négociation collective communautaire : les enjeux de la diversité* », Colloque Droit social, 12 octobre 2007

« *Sécurité des travailleurs et politique sociale communautaire : la flexicurité* », Université européenne d'Eté, universités de Rennes I et Rennes II, 7 septembre 2007

« *Aperçu de l'acquis et des projets européens en matière de santé et de retraite* », Académie de droit européen, Bruxelles, 31 mai 2007

« *Droit social communautaire et droit du travail français* », cycle de formation continue Sciences Po, 5 avril 2007

« *La libre circulation du patient en Europe* », Cycle de conférences de la Cour de cassation, 2 avril 2007

« *NHS and cross-border healthcare* », Université Carlos III Madrid, 23 mars 2007

« *Le dialogue social européen* », journée de formation du Comité d'entreprise européen, groupe L'Oréal, 27 février 2007

« *A Legal Framework for Patient Mobility* » (« *Europe for patients – Benefits and challenges of enhanced patient mobility in Europe* », European Research Programme), Conférence de Gand, 26 et 27 octobre 2006

« *Access to Social Benefits by Non-active Persons under Regulation 883/2004* », Conférence de Stockholm, 15 et 16 juin 2006, Ministère suédois des Affaires Sociales et Commission européenne

« *Les travailleurs frontaliers dans l'Union européenne, l'EEE et la Suisse : des différentes facettes de l'égalité de traitement en matière de sécurité sociale* », séminaire sur « *Le statut fiscal et social des frontaliers* », Académie de Droit Européen, Trèves, 16 et 17 mars 2006

« *Evaluation des réformes et perspectives dans le domaine de la couverture santé : les initiatives européennes* », Séminaire IPSE (Institut de la Protection Sociale Européenne), Londres, 4 et 5 juillet 2005

« *Présentation de l'agenda social 2005-2010* », séminaire sur « l'actualité du droit européen du travail », Académie de Droit Européen, Trèves, 6 et 7 juin 2005

« *Actualité du droit de l'harmonisation sociale en matière de rapport d'emploi* », journée AFDT, 10 décembre 2004

« *Introduction to European Law* » (séminaire), MBA de Union University (Memphis, Tennessee), juillet 2004

« *Free Movement of Workers and Coordination of Social Security Systems : France* », colloque organisé par la Commission Européenne, Athènes, 20 et 21 juin 2003

« *L'actualité du droit social communautaire* », journée AFDT, Cour de cassation, 10 décembre 2002

« *La jurisprudence de la CJCE, libre prestation des services en matière de protection sociale* », colloque de l'Université de Rennes I, 25 et 26 octobre 2001, en collaboration avec Francis Kessler, Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne

« *Droit communautaire et accès à la santé* », Communication dans le cadre du colloque de la FNIM (Fédération Nationale Interprofessionnelle des Mutuelles), Assemblée Nationale, 6 avril 2000

« *L'accès à la santé* », contribution (non publiée) présentée dans le cadre du colloque du 25 juin 1999 tenu à l'université d'Orléans, « Citoyenneté et accès au droit »

« *Free Movement of Workers and Social Security* » et « *Introduction to French Law* » (mars 1997), Communications à l'université Abertay - Dundee (Ecosse)

NOTES ET CHRONIQUES DE JURISPRUDENCE

DROIT DU TRAVAIL : ASPECTS NATIONAUX ET EUROPEENS

CJCE 12 février 2009, aff.C-466/07, Dietmar Klarenberg (« *Y a-t-il transfert d'entreprise lorsque la partie d'établissement reprise perd son autonomie organisationnelle chez le repreneur ?* »), chron. *RJS* 6/09, p.439

Cour EDH 18 décembre 2008, req. n°20153/04, Unédic/ France (« *Application dans le temps d'un revirement de jurisprudence défavorable à l'AGS* »), chron. *RJS* 6/09, p.445

CJCE 16 octobre 2008, aff.C-313/07, Kirtruna SL (*“Le transfert d’entreprise n’entraîne pas transfert du bail commercial”*), LS Europe 28 mai 2009, n°227, p.5

CJCE 5 mars 2009, aff.C-388/07, The National Council for Ageing (*“Comment justifier les différences de traitement en raison de l’âge dans le cadre des relations de travail”*), JS Lamy 29 avril 2009, n°254, p.10

CJCE 27 novembre 2008, aff.C-396/07, Juuri (*« Transfert d’entreprise, indemnités de rupture et sort de la convention collective : de quelques solutions inédites et de leurs conséquences en droit français »*), chron. RJS 3/09, p.193

Cass. Soc. 13 novembre 2008, n°07-41700 (*“Obligations de la société-mère suite au licenciement du salarié mis à disposition d’une filiale étrangère”*), Dr. soc. 2009 p.69

CJCE 25 juillet 2008, aff.C-152/08, Kahveci (*« Accès à l’emploi dans le sport professionnel : la Turquie aux couleurs de l’Europe »*), chron. RJS 1/09, p.16

CJCE 16 octobre 2008, aff.C-310/07, Holmqvist (*« Garantie des créances salariales dans une situation transnationale »*), JS Lamy 24 décembre 2008, n°246, p.21

Cass. soc. 9 juillet 2008, pourvoi n°07-42023, Olympique Lyonnais c/ Olivier Bernard (*« L’obligation pour le joueur « espoir » de signer un contrat professionnel avec le club formateur est-elle compatible avec le droit communautaire ? »*), JCP éd. G, 2008, 10164

CJCE 16 janvier 2008, aff.C-361/07, Olivier Polier c/ Najar EURL (*« Le CNE devant la Cour de justice : l’obligation de motiver le licenciement demeure hors de portée du droit communautaire »*), chron. RJS 11/08, p.887

CJCE 22 mai 2008, aff.C-462/06, Glaxosmithkline, Laboratoires Glaxosmithkline c/Jean-Pierre Rouard (*« Juge compétent en cas de contrat de travail international liant un salarié à des entreprises du même groupe »*), chron. RJS 10/08, p.768

CJCE 19 juin 2008, aff.C-319/06, Commission c/ Luxembourg (*« Directive 96/71 sur le détachement transnational de travailleurs : le concept d’ordre public sous étroite surveillance »*), chron. RJS 10/08, p.765

Cass. soc. 23 janvier 2008, Mazzoncini c/ Sté SAOS Sporting club de Bastia (*« Rupture anticipée du CDD par un footballeur professionnel »*, Cahiers de droit du Sport, 2008, n°12, p.42

CJCE 24 avril 2008, aff.C-55/07 et C-56/07, Othmar Michaeler e.a. c/ Amt für sozialen Arbeitsschutz et Autonome Provinz Bozen (*« Obstacles administratifs limitant le recours au travail à temps partiel »*), chron. RJS 8-9/08, p.690

CJCE 11 mars 2008, aff.C-89/07, Commission c/ France (*“Les marins européens ont le droit de commander des navires battant pavillon français”*) chron. RJS 6/08, p.500

CJCE 26 février 2008, aff.C-506/06, Sabine Mayr c/ Bäckerei und Konditorei Gerhard Flöckner OHG (*«Licenciement d'une salariée sur le point de bénéficier d'une fécondation in vitro»*), JS Lamy n°230, avril 2008

Cass. soc. 16 janvier 2008, GDF c/ CE européen GDF, (*« Fusion GDF – Suez : la consultation du Comité d'entreprise européen rajoute de l'eau dans le gaz »*), chron. RJS 4/08, p.279

CJCE 18 décembre 2007, aff.C-341/05, Laval (*«Le régime du détachement transnational après l'arrêt Laval»*), JS Lamy 2008 n°228, 25 février 2008, p.4

CJCE 6 décembre 2007, aff.C-300/06, Ursula Voß c/ Land de Berlin (*«Une discrimination fondée sur le sexe peut se tapir sous le taux de rémunération des heures complémentaires»*), chron. RJS 3/08, p.186

Cass. soc., 15 novembre 2007, Mme Gabrielle X. c/ Société Oeno (*La mention de la convention collective sur le bulletin de travail réduite au rang de présomption simple sous l'impact du droit communautaire*), JCP éd. E, 2008

CJCE 18 juillet 2007, aff.C-490/04, Commission des Communautés européennes c/ République fédérale d'Allemagne (*« En attendant Laval... La Cour de justice continue de modeler le statut social du travailleur détaché dans l'Etat d'accueil »*), chron. RJS 10/07, p.786

CJCE 14 juin 2007, aff.C-127/05, Commission c/ Royaume-Uni (*« Le contenu de l'obligation de santé et de sécurité de l'employeur précisé par la CJCE »*), JS Lamy 18 septembre 2007, n°218

Cass. soc., 16 mai 2007, n°05-41.141, Société Digne Distribution c/ M. Stéphane Rivat (notion de cadre dirigeant au sens de l'article L212-15-1 du code du travail), JCP éd. S, 2007, n°29, 1567

Cass. soc. 25 avril 2007, n°04-47710 (inapplication de l'article L122-12, al.2 du code du travail lors de l'externalisation de l'activité de nettoyage d'un hôtel), Semaine Sociale Lamy, 2 juillet 2007, n°1314, p.12

CJCE (ordonnance) 11 janvier 2007, aff.C-437/05, Jan Vorel c/ Nemocnice Český Krumlov (*« Régime des temps de garde inactifs sur le lieu de travail : impasse juridique et politique »*), RJS 6/07, p.517

TGI 27 avril 2007, référé, Alcatel Lucent, (*« Une régression pour le CE européen ? A propos de la restructuration d'Alcatel Lucent »*), Semaine Sociale Lamy, 7 mai 2007, n°1306, p.9

Cass. civ. 2è, 22 fév. 2007, (*« Une tentative de suicide commise hors de l'entreprise pendant un arrêt de travail peut constituer un accident du travail »*), JS Lamy, 27 mars 2007, n°208, p.4

Cour EDH, 9 janvier 2007, n°20127/03 et s., Arnolin et a. c/ France et Cour EDH, 9 janvier 2007, n°31501/03 et s., Aubert et a. c/ France (« *Heures d'équivalence : le droit français boit le calice jusqu'à la lie... et tente de repartir du bon pied* »), chron. RJS 4/07, p.299

Tribunal de la Fonction publique de l'Union européenne, 26 octobre 2006, aff. F-1/05, Pia Landgren c/ Fondation européenne pour la formation (« *Le juge communautaire tente une ouverture vers un contrôle des motifs du licenciement* »), chron. RJS 2/07, p.124

Cass. soc. 7 novembre 2006, GlaxosmithKline c/ J.-P. Rouard (*Conflit de juridiction. Pluralité de défendeurs. Unicité du tribunal saisi. Règlement 44/2001*) Dr. soc. 2007, p.123

CJCE 21 septembre 2006, aff.C-168/04, Commission des Communautés européennes c/ République d'Autriche (« *Détachement intra-communautaire de travailleurs ressortissants d'Etats tiers à l'Union européenne : un régime encore en pointillés* »), chron. RJS 1/07, p.22

CJCE 7 septembre 2006, aff.C-484/04, Commission des Communautés européennes c/ Royaume-Uni et Irlande du Nord (« *Le droit au repos des salariés au cœur des préoccupations sociales communautaires* »), chron. RJS 1/07, p.13

Cass. soc. 20 septembre 2006, Société Asstec et société Gesellschaft Sanierungstechnik GmbH c/ Antonio Marziale (*Conflit de juridiction. Centre effectif des activités professionnelles. Dernier lieu de travail. Règlement communautaire 44/2001*), Dr. soc. 2006, p.1200

CJCE 16 février 2006 aff.C-294/04, Carmen Sarkatzis c/ Instituto Madrilenio de la Salud (« *Calcul de l'ancienneté d'une collaboratrice enceinte lors de son recrutement* »), chron. RJS 8-9/06, p.662

CJCE 19 janvier 2006 aff.C-244/04, Commission c/ Allemagne, (« *Détachement transfrontalier de ressortissants d'Etats tiers : nouvelle condamnation pour entrave à la libre prestation des services* »), chron. RJS 5/06, p.361

CJCE 15 décembre 2005 aff.C-232/04 et aff.C-233/04 , Nurten Güney-Görres, Gul Demir c/ Securicor Aviation (Germany) Ltd, Kötter Aviation Security GmbH & Co. KG (« *Changement d'adjudicataire, mise à disposition d'éléments d'actifs et notion de transfert d'entreprise* »), chron. RJS 4/06, p.261

Cass. soc. 9 novembre 2005, Société European Synchrotron Radiation Facility c/ M. Diot (« *Peut-on réserver une prime aux salariés étrangers ?* »), *Semaine Sociale Lamy* 7 janvier 2006, n°1243, p.12

CJCE 22 novembre 2005 aff.C-144/04, Mangold (« *La non-discrimination en raison de l'âge érigée en principe général du droit communautaire* »), *LS Europe* 8 décembre 2005, n°141, p.2

CJCE 26 mai 2005 aff.C-478/03, Celtec Ltd c/ John Astley e.a. (« *La Cour de justice ferme la porte aux transferts progressifs d'entreprise* »), *chron. RJS* 12/05 p.831

CE 19 octobre 2005, n°283741 et 283892 (« *Les mesures d'urgence pour l'emploi face au droit européen* »), *LS Europe*, 24 novembre 2005, n°140, p.2

Cass. soc. 17 mai 2005, Van der Sande c/ Sté emballages Keyes (« *Mise à la retraite d'un salarié ayant accompli une carrière européenne* »), *LS Europe* 15 septembre 2005, n°135, p.3

CJCE 12 avril 2005, aff.265/03, Igor Simutenkov c/ Ministerio de Educacion y Cultura et Real Federacion Espanola de Futbol (« *Retour sur les clauses de nationalité opposable aux sportifs professionnels étrangers* »), *chron. RJS* 8-9/05 p.584

CJCE 14 avril 2005, aff.C-341/02, Commission c/ Allemagne (« *Application de la rémunération minimale de l'Etat d'accueil au salarié détaché dans le cadre d'une prestation de services* »), *chron. RJS* 7/05 p.506

Résolution (2005) 7 du 4 mai 2005 du Comité des ministres du Conseil de l'Europe (« *Les forfaits annuels en jours, les astreintes et la Charte sociale européenne* »), *chron. RJS* 7/05 p.511

CJCE 26 mai 2005, aff.C-478/03, Celtec c/ John Astley (« *La Cour de justice précise à quel moment s'opère le transfert d'entreprise* »), *LS Europe* 23 juin 2005, n°131, p.2

Cass. ch. Mixte 11 mars 2005, Société Codéviandes c/ Caruel (« *De la compétence du Conseil de prud'hommes pour les travailleurs de l'Union européenne* »), *LS Europe* 28 avril 2005, n°127, p.4

CJCE 12 octobre 2004 aff.C-60/03, Wolff et Müller et Co. KG c/ José Filipe Pereira Félix et CJCE 21 octobre 2004 aff.C-445/03, Commission c/ Luxembourg (« *Quelles règles nationales un Etat membre est-il autorisé à appliquer à un travailleur détaché sur son territoire dans le cadre d'une prestation de services ?* »), *chron. RJS* 3/05 p.189

CJCE 11 novembre 2004 aff.C-425/02, Delahaye (« *Le statut des salariés repris par l'Etat dans le cadre d'un transfert d'entreprise* »), *chron. RJS* 3/05 p.184

CJCE 16 septembre 2004 aff.C-465/01, Commission c/ République d'Autriche (« *Accès des étrangers aux organes de représentation des intérêts des travailleurs dans l'entreprise* »), *chron. RJS* 1/05 p.11

CJCE 8 juin 2004 aff.C-220/02, Österreichischer Gewerkschaftsbund, Gewerkschaft der Privatangestellten (« *Discrimination entre les sexes : retour sur la problématique de la comparabilité des situations* »), chron. *RJS* 1/05 p.9

Cass. crim. 23 juin 2004, Eliau Castaing, FS-PB (*Officiers de la marine marchande, inopposabilité de la condition de nationalité française*), *JCP éd.G*, 2004, II, 10154

Cass. soc. 2 juin 2004, Société Meubles Wieder SA c./ Mme Duret, FS-PBRI (*Congés payés – combinaison avec un congé de maternité*), *Dr. soc.* 2004 p.1028

CJCE 1^{er} avril 2004 aff.263/02 P, Commission c./ Jégo-Quéré et Cie SA (« *Organisations représentant les travailleurs et accès aux procédures communautaires* »), chron. *RJS* 8-9/04 p.597

CJCE 30 mars 2004 aff.C-147/02, Alabaster c./ Woolwich plc et Secretary of State for Social Security (« *Précisions sur le calcul des indemnités journalières pendant le congé de maternité* »), *LS Europe* 13 mai 2004, n°104 p.3.

CJCE 18 mars 2004 aff.C-342/01, Merino Gomez et Continental Industrias (« *Droit aux congés annuels payés à une période distincte du congé de maternité* »), chron. *RJS* 6/04 p.439

CJCE 11 septembre 2003 aff. C-77/02, Erika Steinicke et Bundesanstalt für Arbeit (« *Accès au travail à temps partiel, retraite et discrimination fondée sur le sexe* »), chron. *RJS* 1/04 p.17

CJCE 9 septembre 2003, Jaeger, aff.C-151/02, (« *Aménagement du temps de travail dans les services de garde hospitaliers* »), chron. *RJS* 12/03 p.942

CJCE 8 mai 2003, Kolpak, aff.C-438/00 (« *Conditions de travail des sportifs professionnels ressortissants d'Etats tiers* »), chron. *RJS* 8-9/03 p.655

CJCE 27 février 2003, Busch et Klinikum Neustadt GmbH, aff.C-320/01 (« *Congé parental d'éducation et discrimination fondée sur le sexe* »), chron. *RJS* 6/03 p.467

Concl. Avocat général Ruiz-Jarabo Colomer, Landeshauptstadt c/ Jaeger, aff.C-151/02 (« *Le sommeil pendant la garde est du temps de travail* »), *LS Europe* 17 avril 2003 n°78 p.4

Conseil d'Etat 30 décembre 2002, Fédération française de basket-ball, n°219646 (*Accès aux activités sportives professionnelles des ressortissants d'Etats tiers*), *Dr. soc.* 2003 p.331

Cass. soc. 10 décembre 2002, association Goethe c/ Mme Bataille (« *Nationalité et discrimination en matière salariale* »), *RJS* 3/03 chron. p.207

CJCE 17 septembre 2002, Lawrence et Regent Office Care Ltd et autres, aff.C-320/00 (« *Egalité de rémunération entre hommes et femmes – comparaison du travail* »), chron. RJS 12/02 p.990

CJCE 4 juin 2002, Beckmann et DWML, aff.C-164/00 (« *Retraite anticipée en cas de transfert d'entreprise* »), LS Europe 11 juillet 2002 n°60 p.4

CJCE 19 mars 2002, aff.C-476/99, Lommers c/ Minister van Landbouw (« *Mesures de faveur concernant l'accès aux places de crèches au profit des employés de sexe féminin* »), chron. RJS 7/02 p.613

CJCE 7 février 2002, Commission c/ Italie, aff.C-279/00 (« *Conditions d'accès au marché du travail national d'une entreprise de travail temporaire étrangère* »), chron. RJS 6/02 p.509

Comité européen des droits sociaux et Comité des Ministres, réclamation n°9/2000, CFE-CGC (« *Conformité de la loi française instituant un forfait jours pour les cadres avec la Charte sociale européenne* »), chron. RJS 6/02 p.513

Cass. soc. 18 décembre 2001, Dragica Pica c/ Sté SEGI, (« *L'amplitude d'une journée de travail est limitée à 13 heures* »), LS Europe 18 avril 2002 n°54 p.4

CJCE 29 janvier 2002, Pokrzeptowicz-Meyer, aff.C-162/00 (« *Discriminations dans les conditions de travail à l'égard de travailleurs polonais* »), RJS 4/02 p.304

CJCE 24 janvier 2002 Portugaia Construções Lda, aff.C-164/99 (« *Loi applicable en matière de salaire minimal en cas de détachement* »), chron. RJS 4/02 p.302

CJCE 24 janvier 2002, Temco Services Industries SA e.a., aff.C-51/00 (« *Transfert d'entreprise dans le secteur du nettoyage* »), LS Europe, 21 février 2002, n°50, p.2

CJCE 4 octobre 2001, Bowden, Chapman, Doyle et Tuffnells Parcels Express Ltd, aff.C-133/00 (« *Application de la directive 93/104 au transport routier* »), chron. RJS 1/02 p.18

CJCE 4 octobre 2001, Tele Danmark AS et HK, aff.C-109/00 et sous CJCE 4 octobre 2001, Melgar et de Los Barrios, aff.C-438/99 (« *Rupture du contrat de travail d'une femme enceinte* »), chron. RJS 1/02 p.16

Cass. soc. 24 avril 2001, Association « Etre enfant au Chesnay » c/ Terki (« *La loi validant le paiement des heures en chambre de veille dans le secteur social et médico-social et l'article 6§1 de la convention EDH* »), Dr. soc. 2001, p.723

CJCE 15 mars 2001, Mazzoleni, aff.C-165/98 (« *Les salariés détachés ont-ils droit au salaire minimal garanti dans l'Etat d'accueil ?* »), RJS 6/01, chron., p.487

CJCE 8 février 2001, Lange, aff.C-350/99 (*régime des heures supplémentaires*), *Dr. soc.* 2001, p.548

Cass. soc. 18 juillet 2000, Lapassouse c/ Société ASD (*Portée de la convention collective figurant sur le bulletin de paie*), *Dr. soc.* 2000, p.1024

CA Bourges 4 juillet 2000, Planchaud c/ Association orphelinat de Déols (*Heures d'équivalence dans le secteur sanitaire et social*), *Dr. soc.* 2000, p.1015

CA Bourges 10 décembre 1999, ONAC c/ Mme Sellier (« *Requalification d'un contrat emploi-solidarité en CDI* »), *JCP éd. E*, 20 juillet 2000, p.1191

CA Lyon, section industrie, 27 janvier 1999, Bouilhol C/ Sarl Gardes Alu (« *L'indication de la convention collective dans le bulletin de paie : les juges du fond au diapason du droit communautaire ?* ») *JCP éd. E*, 28 octobre 1999, n°43, p.1738 ; *JCP éd. G* 1999, II, 10200

Cass. soc. 18 novembre 1998, SA Hôtelière cognacaise c/ Mme Mazif (« *Portée de l'indication sur le bulletin de paie de la convention collective applicable au salarié* »), *JCP éd. E*, 15 avril 1999, n°15, p.677 ; *JCP éd. G* 1999, II, 10088

CJCE 10 décembre 1998, Vidal c/ Perez, aff. C-127/96, C-229/96 et C-74/97 (« *Sort des contrats de travail en cas de perte d'un marché* »), *Alinéa*, février 1999, n°5, p.38

Cons. prud'h. Laval 5 novembre 1998, Mademoiselle T. c/ Société A. (« *Un employeur peut-il s'opposer à la demande d'une de ses salariées de travailler la nuit ?* »), *Dr. soc.* février 1999, p.129

Cass. soc. 7 mai 1996, APAJH c/ Petit (« *Congé de maternité et renonciation au congé sabbatique demandé* »), *RD sanit. soc.* 1997, n°2, p.398

DROIT DE LA PROTECTION SOCIALE : ASPECTS NATIONAUX ET EUROPEENS

CJCE 4 décembre 2008, aff.C-221/07, Krystyna Zablocka-Weyhermüller (« *Clause de résidence, prestation sociale et citoyenneté de l'Union* »), *chron. RJS* 3/09, p.198

CJCE 13 novembre 2008, aff.C-46/07, Commission c/ Italie (« *Inégalités de traitement entre hommes et femmes en matière de pension de vieillesse : de la différence d'âge en Italie aux majorations de durée d'assurance en France* »), *chron. RJS* 3/09, p.201

CJCE 11 septembre 2008, aff.C-228/07, Petersen (« *Versement des prestations de chômage hors de l'Etat débiteur : le travailleur migrant mieux loti que le citoyen de l'Union ?* »), *chron. RJS* 1/09, p.16

CA Paris, 5 juin 2008, Corbière c/ CNAV (majoration d'assurance du régime général et discrimination à l'égard des hommes), *Dr. soc.* 2008 p.1274

Civ. 2^{ème}, 11 septembre 2008, pourvoi n°07-17399 (« *La bonification d'ancienneté pour le calcul de la pension de vieillesse EDF ne peut pas être réservée aux femmes* »), *JS Lamy*, n°242-4, 27 octobre 2008

CJCE 20 mai 2008, aff.C-352/06, Bosmann c/ Bundesagentur für Arbeit (« *Conflit de lois en matière de sécurité sociale : la CJCE vient-elle d'inventer le concept de législation subsidiairement compétente ?* »), *Journal des Tribunaux du Travail* (Bruxelles) 10 octobre 2008, n°1016

CJCE 3 avril 2008 aff.C-103/06 Philippe Derouin c/ URSSAF Paris (CSG et CRDS, avocat inscrit aux barreaux de Paris et de Londres), *chron. RJS* 6/08, p.506

CJCE 21 février 2008, aff.C-507/06, Malina Klöppel c/ Tiroler Gebietskrankenkasse (« *Application du principe d'équivalence au calcul d'une prestation familiale lorsque l'Etat d'emploi diffère de l'Etat de résidence* »), *chron. RJS* 6/08, p.507

CJCE 18 octobre 2007, aff.C-299/05, Commission c/ Parlement européen et Conseil de l'Union européenne (« *L'exportation des minima sociaux au centre d'une partie de poker institutionnelle* »), *chron. RJS* 2/08, p.105

CJCE 11 septembre 2007, aff.C-287/05, Hendrix c/ Raad van Bestuur van het Uitvoeringsinstituut Werknemersverzekeringen (« *Le refus d'exportation des minima sociaux face au traité CE* »), *chron. RJS* 12/07, p.1000

Civ. 2^{ème} 12 juin 2007, José Perez Naranjo c/ CRAM Nord-Picardie (« *Versement à l'étranger de l'allocation du Fonds de solidarité vieillesse* »), *Dr. soc.* 2007 p1059

Cass. civ. 2^{ème}, 25 avril 2007, X. / URSSAF, n°06-13743 (« *Les caisses assurant la gestion du régime des travailleurs non salariés non agricoles ne sont pas des entreprises au sens du traité CE* »), *JCP éd. S*, 2007, n°25, 1475

Cass. civ. 2^{ème}, 5 avril 2007, X.../ Caisse Nationale des Barreaux Français (« *Un avocat inscrit simultanément aux barreaux de Paris et Madrid est affilié de plein droit à la Caisse Nationale des Barreaux Français* »), *JCP éd. G*, 13 juin 2007, n°24, II, 10106

Cass. civ. 2^{ème}, 5 avril 2007, société Serrurerie Objatoise Limited (« *Charges sociales - Intérimaires mis à disposition en France par des entreprises de travail temporaire portugaises* »), *JS Lamy*, n°212-3, 29 mai 2007

CJCE 16 janvier 2007, aff.C-265/05, José Perez Naranjo c./ CRAM Nord-Picardie (*« Validation sous réserve de la condition de résidence de l'allocation supplémentaire du Fonds de solidarité vieillesse : miracle français ou défaillance communautaire ? »*), *RD sanit. soc.* 2007, p.249

Civ. 2^e, 21 décembre 2006, CAF Paris c/ Mme Sylvie S., pourvoi n°05-14.540 (*« La coordination dans l'Union européenne ne permet pas le cumul des prestations familiales »*), *Lamy Protection sociale*, actualités, février 2007, n°215, p.1

CJCE 18 juillet 2006, aff.C-406/04, de Cuyper c/ Office national de l'emploi (*« Les chômeurs âgés dispensés de recherche d'emploi ne peuvent pas circuler librement dans l'Union européenne »*), *chron. RJS* 10/06, p.764

CJCE 15 juin 2006, aff.C-255/04, Commission c/ France (*« Cotisations sociales prélevées sur les artistes de passage en France : une condamnation en trompe-l'œil du droit français »*), *chron. RJS* 10/06, p.762

Cour EDH 12 avril 2006, Stec et autres / Royaume-Uni, req. n°65731/01 et n°65900/01 (*« Egalité entre les sexes et protection sociale : la Cour européenne des droits de l'Homme sous influence communautaire »*), *chron. RJS* 8-9/06, p.668

CJCE 9 mars 2006 aff.493/04, L. H. Piatkowski c/ Inspecteur van de Belastingdienst/Grote ondernemingen Eindhoven (*« L'obligation de verser des cotisations sociales dans deux Etats membres peut être conforme au droit communautaire »*), *chron. RJS* 8-9/06, p.665

CJCE 21 février 2006, aff.C-286/03, Hosse c/ land Salzburg (*« Exportation des prestations de dépendance : ter repetita ! »*), *LS Europe* 16 mars 2006, n°148, p.5

CJCE 26 janvier 2006 aff.C-2/05, Rijksdienst voor Sociale Zekerheid c/ Herbosch Kiere NV (*« Protection sociale : législation applicable aux travailleurs détachés, du difficile apprentissage de la confiance entre administrations nationales »*), *chron. RJS* 5/06, p.366

Cour EDH 6 juillet 2005, décision sur la recevabilité des requêtes n°65731/01 et 65900/01, STEC c/Royaume-Uni (*« Prohibition des discriminations et accès aux prestations sociales : de la participation très active de la Cour EDH »*), *chron. RJS* 4/06, p.265

Civ. 2^{ème} 21 juin 2005, José Perez Naranjo c/ CRAM Nord-Picardie (*« La Cour de cassation interroge la Cour de justice sur le versement à l'étranger de l'allocation du Fonds de solidarité vieillesse »*), *RD sanit. soc.* 2005 p.937

CJCE 7 juillet 2005 aff.C-227/03, A.J. van Pommeren-Bourgon diën c/ Raad van bestuur de Sociale verzekeringsbank (*« Législation nationale de sécurité sociale applicable aux migrants n'exerçant plus d'activité professionnelle »*), *chron. RJS* 12/05 p.839

CJCE 26 mai 2005, aff.C-249/04, José Allard c/ Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (« *Calcul des cotisations sociales en présence de situations transfrontalières* »), chron. RJS 8-9/05 p.586

CE 23 mars 2005, n°266873 (« *Egalité entre les sexes et fonction publique : la saga continue* »), LS Europe 7 juillet 2005, n°132, p.5

Civ. 2è, 8 mars 2005, Sté Dalle c/ Urssaf Lille (« *Les tribunaux clarifient l'assujettissement des transfrontaliers à la CSG - CRDS* »), LS Europe, 14 avril 2005, n°126, p.2

Civ. 2è, 2 novembre 2004, M. A. Chakkouf c/ CRAMIF (*suppression de l'allocation supplémentaire en cas de séjour hors de France*), Dr. soc. 2005 p.236

JCE 8 juillet 2004 aff.C-502/01 et C-31/02, Silke Gaumain-Cerri et Maria Barth (« *Les prestations de dépendance peuvent-elles être soumises à une condition de résidence sur le territoire national ?* »), RD sanit. soc. 2005 p.61

CJCE 7 septembre 2004 aff.C-456/02, Michel Trojani et Centre public d'aide sociale de Bruxelles (« *Précisions sur l'accès aux prestations d'assistance sociale des inactifs* »), LS Europe, 30 septembre 2004 n°112 p.8 et 9.

CJCE 28 avril 2004 aff.373/02, Sakir Öztürk et Pensionsversicherungsanstalt der Arbeiter (« *Statut des ressortissants turcs en matière de sécurité sociale* »), chron. RJS 8-9/04 p.600

CJCE 29 avril 2004 aff.C-160/02, Skalka et Sozialversicherungsanstalt der gewerblichen Wirtschaft (« *Exportation des minima sociaux dans l'Union Européenne : blocage de la Cour de justice* »), chron. RJS 8-9/04 p.598

CJCE 23 mars 2004 aff.C-138/02, Collins (« *Citoyenneté de l'Union, résidence non habituelle et droit aux prestations de chômage* »), LS Europe, 15 avril 2004 n°102 p.2

CJCE 23 octobre 2003 aff.C-4/02 et C-5/02, Schönheit et Stadt Frankfurt am Main (« *Pension de vieillesse des fonctionnaires à temps partiel* »), chron. RJS 4/04 p.266

Civ. 2^{ème} 9 décembre 2003, CAF du Val de Marne c/ M. A. Aboulaynine (*Droit des étrangers en situation irrégulière aux prestations familiales*), Dr. soc. 2004 p.329

CEDH 4 juin 2002, req. n°34462/97, Wessels-Bergervoet c/ Pays-Bas (« *Discrimination fondée sur la nationalité en matière de pension de vieillesse, rapports entre droit communautaire et Convention européenne des droits de l'homme* »), chron. RJS 10/03 p.758

CJCE 14 novembre 2002, Gemeente Steenberghe et Luc Baten, aff.C-271/00 (« *Convention de Bruxelles et sécurité sociale* »), chron. RJS 2/03 p.102

CJCE 7 novembre 2002, Eila Päivikki Maaheimo, aff.C-333/00 (« *Travailleurs détachés et droit aux prestations familiales* »), chron. RJS 2/03 p.99

CJCE 24 septembre 2002, Dominguez, Urbano, Cruz, Fernandez et BAK, aff.C-471/99 (« *Conditions du cumul des prestations familiales dans plusieurs Etats membres* »), chron. RJS 12/02 p.990

CJCE 11 juillet 2002, Marie-Nathalie D'Hoop et Office national de l'emploi, aff.C-224/98 (« *Non discrimination sur la nationalité, citoyenneté européenne et droit aux prestations sociales* ») chron. RJS 11/02 p.900

Cass. soc. 11 juillet 2002, Levy c/ CRAM Aquitaine (*Calcul d'une pension de vieillesse en application des règles communautaire*), Dr. soc. 2002 p.1034

CJCE 19 mars 2002, INASTI et Hervein, Hervillier, Lorthiois, Comtexbel, aff.C-393/99 et C-394/99 (« *Cumul de législations applicables en cas d'emploi salarié dans un Etat membre et d'emploi non salarié dans un autre Etat membre* »), chron. RJS 7/02 p.609

CJCE 7 février 2002, Kauer, aff. C-28/00 (« *Pension de vieillesse : prise en compte de périodes d'assurance accomplies dans un autre Etat membre* »), chron. RJS 6/02 p.507

Conseil d'Etat, 30 novembre 2001, 9^{ème} sous-section, Ministre de la défense c/ M. Diop, n°212179, 212211 (« *Cristallisation des pensions de retraite et discrimination fondée sous la nationalité* »), RJS 2/02, chron. p.109

CJCE 25 octobre 2001, Ruhr, aff.C-189/00 (« *Droit des travailleurs et des membres de la famille ressortissants d'Etats tiers en matière de prestation sociales* »), chron. RJS 2/02 p.112

CJCE 11 octobre 2001, Khalil, Chaaban, Osseilli et al., aff.C-95/99 à C-98/99 et C-180/99 (« *Droit des réfugiés et apatrides aux prestations de sécurité sociale* »), chron. RJS 1/02 p.14

CJCE 20 septembre 2001, Grzelczyk, aff.C-184/99 (« *L'accès aux prestations sociales des citoyens de l'Union européenne* »), Dr. soc. 2001 p.1103

CJCE 8 mars 2001, Jauch, aff.C-215/99 (« *Exportation des prestations sociales non contributives dans l'espace communautaire : acte III* »), chron. RJS 5/01 p.387

Cass. soc. 20 mai 1999, CDC c/ Bouzouad (*droit d'une veuve algérienne aux prestations sociales en France*), Dr. soc. 1999, p.753

CJCE 25 février 1999, Swaddling, aff.C-90/97 (« *Minima sociaux et droit communautaire* »), Alinéa, 1999, n°7

CJCE 4 novembre 1997, Snares, aff.C-20/96 et CJCE 27 novembre 1997, Meints, aff.C-57/96 (« *L'exportation des prestations sociales de subsistance dans l'Union européenne : l'apport des arrêts Snares et Meints* »), *Revue Belge de Sécurité Sociale*, 1998, p.797

DROIT EUROPEEN DES AFFAIRES : REGIME DES SOINS DE SANTE TRANSFRONTALIERS

CJCE 19 avril 2007, aff.C-444/05, A. Stamataleki (« *La prise en charge de soins transfrontaliers dispensés dans un hôpital privé britannique* »), *RD sanit. soc.* 2007, p.633

TASS Hauts-de-Seine, 2 octobre 2006, Patricia Inizan c/ CPAM Hauts-de-Seine (Conditions de prise en charge de soins hospitaliers programmés hors de France), *JCP éd. S*, 2007, 1086

CJCE 16 mai 2006, Watts c/ Bedford Primary Care Trust (*Soumission du NHS au dispositif des soins transfrontaliers*), *Dr. soc.* 2006 p.944

Civ. 2^{ème} 18 janvier 2006, Mme Eliane X. c/ CPAM Selestat (*Remboursement des soins prodigués en France par une sage femme établie en Allemagne*), *Dr. soc.* 2006, p.473

CJCE 12 avril 2005, aff.C-145/03, Keller c/ Instituto Nacional de la Seguridad Social, Instituto Nacional de Gestion Sanitaria (« *Prise en charge des frais de soins prodigués dans un Etat tiers à l'Union européenne* »), *chron. RJS* 7/05 p.513

Civ. 2^{ème} 15 février 2005, CPAM Gironde c/ M. Marty et Civ. 2^{ème} 15 février 2005, Matheys c/ CPAM de l'Eure et DRASS Rouen (*Refus de remboursement de soins hospitaliers prodigués hors de France*), *Dr. soc.* 2005 p.592

CJCE 18 mars 2004 aff. C-8/02, Leichtle et Bundesanstalt für Arbeit (« *Cures thermales à l'étranger : des précisions qui intéresseront l'assurance maladie française* »), *chron. RJS* 6/04 p.446

CJCE 11 mars 2004 aff. C-496/01, Commission c/ République française (« *Les laboratoires français d'analyse médicale doivent s'ouvrir à la concurrence européenne* »), *chron. RJS* 6/04 p.445

CJCE 16 mars 2004 aff.C-264/01, AOK Bundesverband et autres c/ Ichthyologengesellschaft Cordes, Hermani & co. et autres (« *La fixation du taux de remboursement des médicaments est-elle contraire aux règles du droit de la concurrence ?* »), *chron. RJS* 6/04 p.440

Civ. 2^{ème} 20 janvier 2004, CARCD c/ Mme Schonfelder (*Exercice d'une activité professionnelle libérale en France et dispense d'affiliation à la sécurité sociale française*), *Dr. soc.* 2004 p.571

CJCE 23 octobre 2003 aff. C-56/01, Patricia Inizan et CPAM Hauts-de-Seine (« *Soins transfrontaliers : les pratiques françaises face au droit communautaire* »), *chron. RJS* 1/04 p.22

CJCE 13 mai 2003 Müller- Fauré et Van Riet, aff.C-385/99 (« *Soins transfrontaliers et compétence des Etats membres en matière de sécurité sociale* »), *chron. RJS* 8-9/03 p.650

CJCE 25 février 2003, IKA / Ioannidis, aff.C-326/00 (« *Prise en charge des soins transnationaux des retraités* »), *chron. RJS* 6/03 p.471

CJCE 9 nov. 2000, Plum, aff.C-404/98 (« *Loi applicable en matière de sécurité sociale à un travailleur détaché dans l'EEE* »), *Dr. soc.* 2001, p.333

CJCE 21 septembre 1999, Brentjens' Handelsonderneming BV c/ Stichting Bredijfspensioenfonds voor de Handel in Bouwmaterialen, aff. C-115/97 à C-117/97 (« *Le monopole des organismes de protection sociale (encore) à l'épreuve du droit communautaire de la concurrence* »), *JCP éd. G*, 2000, II, 10325

CJCE 28 avril 1998, Decker, aff.C-120/95 et CJCE 28 avril 1998, Kohll, aff.C-158/96 (« *Une caisse de Sécurité sociale est-elle tenue de rembourser les frais médicaux engagés par un assuré dans un autre Etat membre ?* »), *RD sanit. soc.* 1998 p.615

CJCE 17 juin 1997 Sodemare SA c/ Regione Lombardia, aff. C-70/95 (« *Sécurité sociale et liberté d'établissement* »), *Dalloz affaires*, mars 1998, n°108, p.419

LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES ET DES TRAVAILLEURS

CE 2 février 2005, David X et CJCE 15 mars 2005, aff.C-209/03, Bidar (« *L'accès des étrangers aux bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux* »), *Dr. soc.* 2005 p.1018

CJCE 6 novembre 2003, Ninni-Orasche, aff.C-413/01 (« *Libre circulation des travailleurs, bourse d'études et droits sociaux à l'épreuve de la citoyenneté de l'Union* »), *RD sanit. soc.* 2004 p.73

CJCE 23 septembre 2003, Akrich, aff.C-109/01 (« *L'entrée illégale dans un Etat membre prive l'étranger du droit de circuler dans l'Union* »), *LS Europe*, 16 octobre 2003 n°89 p.1

CJCE 26 novembre 2002, Ministre de l'Intérieur c/ Altor Oteiza Olazabal, aff.C-100/01 (« *Conditions auxquelles un Etat membre peut prononcer à l'égard d'un travailleur migrant ressortissant d'un autre Etat membre des mesures de police administrative limitant le droit de séjour de ce travailleur à une partie du territoire national* »), JCP éd. G 2003, II, n°10163

CJCE 27 janvier 2000, Graf c/ Filzmoser Maschinenbau GmbH, aff. C-190/98 (« *La privation d'une indemnité de congédiement peut-elle constituer une entrave non discriminatoire à la libre circulation des travailleurs ?* »), Dr. soc. 2000, p.897

CJCE 8 juin 1999, Meeusen c/ Hoofddirectie van de Informatie Beheer Groep, aff. C-337/97 (« *Avantages sociaux et mise en œuvre de l'égalité de traitement en droit social communautaire : une nouvelle étape dans la jurisprudence de la CJCE* »), Dr. soc. 1999, p.938

CJCE 19 janvier 1999, Areios Pagos c/ Donatella Calfa, aff. C-348/96 (« *Les mesures nationales d'éloignement du territoire sont-elles conformes aux règles communautaires de libre circulation ?* »), JCP éd. G, 1999, II, 10104

CJCE 26 janvier 1999, Terhoeve, aff. C-18/95 (« *Libre circulation des travailleurs : du nouveau concernant la condamnation des entraves non discriminatoires à la libre circulation des travailleurs ?* »), RJS 7/99, p.549

CJCE 24 novembre 1998, Bickel et Franz, aff. C-274/96, *Alinéa*, janvier 1999, n°4, p.38

CJCE 24 septembre 1998, Commission c/ France, aff. C-35/97 (« *Egalité de traitement en matière de droit sociaux* »), *Alinéa*, novembre 1998, n°2, p.37

CJCE 27 novembre 1997, Meints c/ Minister van Landbouw, aff. C-57/96 (« *Une nouvelle contribution de la Cour de Justice des Communautés Européennes au principe d'égalité de traitement entre travailleurs nationaux et travailleurs migrants : l'exportation des avantages sociaux* »), Dr. ouvrier 1998 p.502

DROIT DES PERSONNES ET DE LA FAMILLE

CJCE 27 avril 2006 aff.C-423/04, Sarah Margaret Richards c/ Secretary of State for Work and Pensions (*Pension de retraite et transsexualisme*), *RD sanit. soc.* 2006, p.757

CJCE 7 janvier 2004 aff.C-117/01, K.B. et NHS Pensions Agency, Secretary of State for Health (« *Transsexualisme, concubinage homosexuel et hétérosexuel et prestations sociales* »), chron. RJS 4/04 p.263

DROIT DES AFFAIRES

Cass. com. 4 février 1997, BNP c/ Nivelteau (« *L'associé commandité démissionnaire et les dettes issues du solde courant* »), *JCP éd. E*, 1997, II, n°1000 *provisoire négatif du compte*

DIVERS

THESES DIRIGÉES

Mohamed Idriss (ATER à l'université d'Orléans), Le contenu contractuel du contenu du contrat de travail, thèse soutenue le 26 septembre 2007 (mention très honorable, félicitations du jury)

Hélène Gaftoniuc-Cadinot (ATER à l'université d'Orléans), Droit social français et marché unique, thèse soutenue le 8 décembre 2008 (mention honorable)

EXPERTISES EUROPEENNES

Expert du réseau européen TRESS (*Training and Reporting on Social Security*), université de Gand et Commission européenne (depuis 2005)

Expert du groupe « *Study of the gender dimension and discrimination in social protection* », Commission européenne, DG Emploi et Affaires sociales, 2009

Expert du groupe de haut niveau « *Realising a single labour market for Researchers* », Commission européenne, DG Recherche, 2007-2008

« *GO-EuroMed FP 6* » (mobilité professionnelle transnationale dans les relations Union Européenne / Pays du bassin méditerranéen), programme de recherche commandé par la Commission européenne au Laboratoire d'Economie d'Orléans

FASCICULES JURIS-CLASSEUR ET ENCYCLOPÉDIES JURIDIQUES

« Conseil de l'Europe et droit social », *J.-Cl. Droit international privé*, 2009, à paraître

« Conventions bilatérales de sécurité sociale », *J.-Cl. Droit international privé*, octobre 2008

« Règles françaises unilatérales (de sécurité sociale) », *J.-Cl. Droit international privé*, octobre 2008

« Coordination des systèmes nationaux de sécurité sociale », *J.-Cl. Droit international privé*, octobre 2008

« Droit communautaire et protection sociale », *J.-Cl. Protection sociale Traité*, fasc. 212, refonte au 15 avril 2008

« Territorialité et nationalité dans le système français de protection sociale », *J.-Cl. Protection sociale Traité*, fasc.210, refonte au 15 avril 2008

« Application du droit communautaire en France », *J.-Cl. Protection sociale Traité*, fasc. 210-15, refonte au 1^{er} mai 2007

« Protection sociale et Conseil de l'Europe », *J.-Cl. Protection sociale Traité* fasc. 212-50 ; *J.-Cl. Europe Traité*, 6300, refonte au 1^{er} avril 2006

« Coordination des systèmes nationaux de sécurité sociale (généralités) », *J.-Cl. Protection sociale Traité*, fasc. 212-10 ; *J.-Cl. Europe Traité*, fasc. 630 ; *J.-Cl. Droit international*, fasc.164-250, refonte au 1^{er} mars 2005

« Prestations familiales - Règles communes » *J.-Cl. Protection sociale Traité*, fasc. 520, janvier 2003 (mise à jour, février 2005)

« La couverture maladie universelle », *Guide ASH de l'action sociale*, chapitre 110

« La couverture maladie universelle complémentaire », *Guide ASH de l'Action Sociale*, chapitre 112

« L'aide médicale d'Etat », *Guide ASH de l'Action Sociale*, chapitre 114

« Travail hors de France – relations de travail et protection sociale », *Mémento Social*, éd. Francis Lefebvre, n°8900 et s.

« Article L122-12 : répartition des dettes entre les employeurs successifs », *Documentation pratique Francis Lefebvre*

« Article L122-12 : possibilités de licenciement », *Documentation pratique Francis Lefebvre*